

**Débat sur la situation en Hongrie**

**Mercredi 18 janvier 2012**

**Intervention de Joseph Daul, Président du Groupe PPE**

Monsieur le Président,

Monsieur le Premier Ministre, Cher Viktor Orbán,

En 2010, les citoyens hongrois vous ont, à une très large majorité, accordé leur confiance pour faire des réformes.

Vous avez alors pris les rênes d'un pays en mauvais état, que ce soit sur le plan économique ou sur le plan de la corruption.

Voilà l'héritage laissé par la coalition libérale/socialiste, et voilà aussi l'une des raisons de votre succès sans précédent aux élections législatives.

M. Orbán,

Les Hongrois vous ont élu avec un mandat clair: rompre avec les orientations politiques du passé, et réformer le pays.

C'est ce que vous avez entrepris de faire.

La Hongrie était le dernier pays d'Europe centrale et orientale à avoir conservé sa Constitution de 1949, d'origine stalinienne.

La réforme constitutionnelle a été débattue et adoptée par le Parlement, lequel a également voté 30 lois cardinales.

Sur plusieurs d'entre elles, des critiques ont été formulées, des doutes ont été soulevés sur leur compatibilité au droit de l'Union.

La seule façon de savoir si ces critiques, si ces doutes sont justifiés, c'est de nous en remettre au jugement de la Commission européenne, gardienne des Traités européens.

Et mon Groupe s'en remet entièrement à ce jugement, comme il le fait toujours, dans des cas similaires.

Hier, comme le Président Barroso vient de le rappeler, la Commission a mis en demeure la Hongrie de réformer, dans un délai d'un mois, les réformes constitutionnelles sur trois sujets importants.

Hier aussi, les autorités hongroises se sont dites prêtes à répondre aux demandes de la Commission européenne.

Et aujourd'hui, le Premier Ministre a, de sa propre initiative, proposé de répondre directement aux interrogations des Députés européens.

Mesdames et Messieurs,

Nous parlons ici de choses sérieuses, de choses graves.

Nous parlons de la démocratie, de l'état de droit, des valeurs de l'Europe.

Les Membres du Groupe PPE tiennent, au moins autant que la grande majorité de ce Parlement, au respect des libertés et de la démocratie.

M. Orbán va nous prouver qu'il tient, lui aussi, à ces principes et à ces valeurs.